

Section I: Identification and JP Status

Programme for the fight against gender-based violence through the empowerment of women and girls in Morocco

Semester: 2-10

Country	Morocco
Thematic Window	Gender Equality and Women's Empowerment
MDGF Atlas Project	
Program title	Programme for the fight against gender-based violence through the empowerment of women and girls in Morocco
Report Number	
Reporting Period	2-10
Programme Duration	
Official Starting Date	
Participating UN Organizations	<ul style="list-style-type: none">* BIT* FAO* UNAIDS* UNESCO* UNFPA* UNHCR* UNICEF* UNIFEM

Implementing Partners

- * la Gendarmerie Royale
- * l'Entraide Nationale
- * le Haut Commissariat au Plan
- * le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
- * le Ministère de la Jeunesse et des Sports
- * le Ministère de la Justice
- * le Ministère de la Santé
- * le Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes
- * le Ministère de l'Economie et des Finances
- * le Ministère de l'Education Nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique
- * le Ministère de l'Intérieur – MI (INDH, DGSL/Collectivités locales, DGSN/la Police

- * Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
- * le Ministère des Habous et des Affaires Islamiques
- * le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité (ex Secrétariat d'Etat de la Femme et des Personnes Handicapées)
- * les ONG
- * les Universités, les institutions de recherche et les chercheurs

Budget Summary

Total Approved Budget

UNIFEM	\$2,443,155.00
UNFPA	\$2,041,082.00
UNICEF	\$1,944,583.00
UNESCO	\$620,866.00
UNHCR	\$128,134.00
UNAIDS	\$198,277.00
FAO	\$312,424.00
BIT	\$711,479.00
Total	\$8,400,000.00

Total Amount of Transferred To Date

UNIFEM	\$2,596,806.00
UNFPA	\$1,887,431.00
UNICEF	\$1,944,583.00
UNESCO	\$620,866.00
UNHCR	\$128,134.00
UNAIDS	\$198,277.00
FAO	\$312,424.00
BIT	\$711,479.00
Total	\$8,400,000.00

Total Budget Committed To Date

UNIFEM	\$1,559,796.42
UNFPA	\$1,182,571.32
UNICEF	\$867,505.06
UNESCO	\$353,598.00
UNHCR	\$128,134.00
UNAIDS	\$105,871.00
FAO	\$189,313.00
BIT	\$468,042.00
Total	\$4,854,830.80

Total Budget Disbursed To Date

UNIFEM	\$1,209,600.08
UNFPA	\$1,097,897.98
UNICEF	\$867,505.06
UNESCO	\$307,951.00
UNHCR	\$72,424.00
UNAIDS	\$105,448.16
FAO	\$127,776.00
BIT	\$449,621.00

Total \$4,238,223.28

Donors

As you can understand, one of the Goals of the MDG-F is to generate interest and attract funding from other donors. In order to be able to report on this goal in 2010, we would require you to advise us if there has been any complementary financing provided in 2010 for each programme as per following example:

Amount in thousands of U\$

Type	Donor	Total	For 2010	For 2011	For 2012
Parallel	MDSFS (et partenaires institutionnels nationaux)	716865	716865		
Cost Share	UNWOMEN/Gouvernement Belge	866666	373334	200000	293333
Counterpart	Haut Commissariat au Plan/Ministère de la Justice	1300032	1300032		

DEFINITIONS

1) PARALLEL FINANCING – refers to financing activities related to or complementary to the programme but whose funds are NOT channeled through UN agencies. Example: JAICA decides to finance 10 additional seminars to disseminate the objectives of the programme in additional communities.

2) COST SHARING – refers to financing that is channeled through one or more of the UN agencies executing a particular programme. Example: The Government of Italy gives UNESCO the equivalent of US \$ 200,000 to be spent on activities that expand the reach of planned activities and these funds are channeled through UNESCO.

3) COUNTERPART FUNDS - refers to funds provided by one or several government agencies (in kind or in cash) to expand the reach of the programme. These funds may or may not be channeled through a UN agency. Example: The Ministry of Water donates land to build a pilot 'village water treatment plant' The value of the contribution in kind or the amount of local currency contributed (if in cash) must be recalculated in US \$ and the resulting amount(s) is what is reported in the table above.

Direct Beneficiaries

	Men	Men from Ethnic Groups	Women	Women from Ethnic Groups	Boys	Girls	National Institutions	Local Institutions
Targeted Number	145	0	175	0	0	362	44	19
Reached Number	7257	0	1835	0	0	305	111	152
Targeted - Reached	-7112	0	-1660	0	0	57	-67	-133
% difference	5004.83	0	1048.57	0	0	84.25	252.27	800.0

Indirect Beneficiaries

	Men	Men from Ethnic Groups	Women	Women from Ethnic Groups	Boys	Girls	National Institutions	Local Institutions
Targeted Number	0	0	200	0	0	1370	1	0
Reached Number	2938	0	13227	0	0	1510	11	8
Targeted - Reached	-2938	0	-13027	0	0	-140	-10	-8
% difference	0	0	6613.5	0	0	110.22	1100.0	0

Section II: JP Progress

1 Narrative on progress, obstacles and contingency Measures

Please provide a brief overall assessment (250 words) of the extent to which the joint programme components are progressing in relation to expected outcomes and outputs, as well as any measures taken for the sustainability of the joint programme during the reporting period. Please, provide examples if relevant. Try to describe facts avoiding interpretations or personal opinions

Progress in outcomes

Les effets prévus dans le document de programme sont en cours de réalisation.

Progress in outputs

Produit 1 : Dispositif juridique et mécanisme de coordination institutionnel, intersectoriel et de la société civile en matière de LCVFF et intégration de l'approche genre :

- Un projet de réforme du code pénal et du code de procédures pour la protection des femmes et des enfants victimes de violence a été initié par le Ministère de la Justice : le ministère a réalisé dans ce cadre une étude comparée entre la législation pénale nationale et les standards internationaux en faveur de la protection des enfants et des femmes.
- Une analyse du projet de code pénal ainsi qu'un mémorandum ont été élaborés par le MDSFS et partagé avec le Ministère de la Justice.
- Un projet de loi sur la violence conjugale a été finalisé et déposé au Secrétariat Général du Gouvernement par le MDSFS.
- Un atelier de présentation des résultats de l'étude d'évaluation de la Stratégie nationale de lutte contre les violences à l'égard des femmes et de son plan opérationnel a été organisé le 29 octobre par l'AMDF en vue de partager les conclusions et recommandations de l'étude avec les acteurs concernés avant sa validation et publication. Sur la base des recommandations de cette étude, des rencontres avec les acteurs locaux concernés ont été tenues sur la violence et la prise en charge des femmes âgées (le 21/10/2010) ainsi que des mères célibataires (le 11/11/2010). L'AMDF a également organisé les 3 et 4 décembre un atelier de formation sur le plaidoyer destiné aux représentantes des associations féminines œuvrant dans le domaine de la lutte contre la VBG. 27 participantes représentant 15 ONGs ont été formées sur les techniques de plaidoyer / lobbying / mobilisation / sensibilisation. Un atelier d'évaluation du projet "politiques publiques face aux violences de genre au Maroc" a été organisé le 26 décembre 2010 avec la participation de 15 participantes représentant 7 ONGs associations membres de l'observatoire "Oyoune Nissaiya" afin de renforcer leurs capacités et améliorer la qualité de leurs interventions.
- Le MEFP a organisé, le jeudi 30 décembre 2010, un 2ème atelier de réflexion sur le projet de loi sur le travail domestique. Cette rencontre, qui a regroupé les responsables du Département de l'Emploi, avait pour objectif d'affiner davantage le contenu du projet de loi en prenant en considération les lacunes existantes ainsi que les attentes exprimées à différents niveaux. Dans ce cadre, 8 ateliers de formation ont été organisés par la société civile dans les régions de Fès et de Marrakech en faveur de 120 instituteurs et éducateurs des 2 régions. Ces 8 ateliers de formation de formateurs, organisés sous le thème "mobilisation contre le travail domestique des petites filles par l'utilisation de l'outil SCREAM" (défense des droits des enfants à travers l'éducation, les arts et les médias) ont eu lieu entre le 13 octobre et le 26 Novembre 2010. Ces ateliers ont donné de l'importance sur la communication autour du projet de loi sur le travail domestique en mobilisant le corps enseignant et les éducateurs autour de la lutte contre le travail domestique.

Produit 2: Des connaissances, données et savoirs sont produits et utilisés pour la revue des politiques et programmes nationaux et sectoriels préventif et curatif en matière de LCVFF

- Le HCP a terminé l'enquête nationale de prévalence de la violence à l'égard des femmes, et les résultats préliminaires sont disponibles. La présentation des résultats est

prévue pour le 10 Janvier 2011

•La phase test de la réalisation de l'Enquête Nationale sur le budget temps des hommes et des femmes (ENET) a été lancée : La note méthodologique et le questionnaire de l'Enquête ont été validés suite aux divers échanges entre le HCP et les membres du comité technique (CSP2), notamment le MDSFS, le MEF, le Ministère de la Justice, les ONG, et l'UNIFEM). Le questionnaire sera testé lors de l'Enquête pilote qui démarrera en janvier 2011.

Produit 3 : Système de collecte et d'analyse de données et d'indicateurs de suivi et d'évaluation des politiques/stratégies/ programmes de LCVFF et l'autonomisation des femmes et des filles sont opérationnels et utilisés par les différents intervenants.

Un système de collecte d'information en violence fondée sur le genre dans 4 régions (Fes, Tanger, Marrakesh, Casablanca) auprès des Ministères de Développement Social, Justice, Santé, et les institutions de Sûreté Nationale, et de Gendarmerie Royale a été développé et mis en place. La phase de testing est en train d'être finalisée ; le système est en phase d'extension vers d'autres régions

Produit 4 : Processus de planification, programmation et budgétisation sensible au genre pour la LCVFF au niveau national est opérationnel

-Le Ministère de l'Economie et des Finances a élaboré le Rapport Genre 2011 accompagnant le projet de loi de finances 2011. Le rapport de cette année s'est enrichi de contributions en informations pertinentes de la part de quelques partenaires de TAMKINE. Et pour la première fois, le Rapport Genre de cette année a permis une exploitation des morasses budgétaires permettant l'élaboration des politiques publiques sensibles au genre.

Un projet de renforcement des capacités des ONGs, et des élus (es) en matière de planification et de budgétisation sensibles au genre, vient d'être lancé par l'association ALCI Fès. L'objectif de ce projet est de renforcer les capacités des hommes et des femmes élus (es) en ce qui touche la gestion communale sensible au genre, ainsi que de mener un plaidoyer actif pour une meilleure participation des hommes et des femmes au processus de développement local, concerté, intégré et équitable.

Produit 5 : Les acteurs de 6 régions sont dotés d'outils de planification, de programmation et de budgétisation pour l'intégration des DHFF, en particulier de la LCVFF.

-Un projet de formation et d'appui à la constitution d'un réseau de femmes élues locales vient d'être lancé par l'association Jossour. L'objectif de cette initiative est d'appuyer les femmes élues ainsi que 10 ONG dans la constitution d'un réseau formel d'information, de formation et de communication.

-La nouvelle version du Système d'Information Communal SIC gendérisé est en cours de testing dans la région de Ouarzazate. Cette version sera par la suite généralisée à l'ensemble des communes par la DGCL.

-La première phase de l'élaboration des PCD gendérisés a démarré. La première phase consiste à faire un mapping des méthodologies d'appui à l'élaboration des PCD au Maroc. Une analyse de l'intégration du genre dans ces méthodologies sera par la suite effectuée pour aboutir à une démarche d'élaboration des PCD gendérisés. Cette démarche sera adoptée et généralisée par la DGCL.

Les équipes techniques communales et les élues femmes relevant des 106 Communes cibles au niveau de la région de l'oriental sont sensibilisées et outillées pour intégrer la dimension genre dans les plans communaux de développement

Produit 6 : Les coordinations régionales de la société civile avec les acteurs locaux en matière de LCVFF sont renforcées

•Le Ministère de la Justice a initié le processus de l'institutionnalisation des mécanismes de coordination régionaux, suite à une série d'ateliers et de réunions de coordination. Les réunions de coordination régionale sont en cours de lancement. Les premiers rapports des mécanismes de coordination régionale dans les six régions du programme seront disponibles début 2011 autour de la modélisation et l'institutionnalisation de ces mécanismes de coordination régionaux. Par ailleurs, des activités sur les mécanismes de coordination régionaux ont été réalisés par les ONG en partenariat avec le MDSFS.

Produit 7 : Accès amélioré des femmes et des filles victimes de violence, y compris migrantes et/ou réfugiées, à des services de qualité en matière de : centre d'écoute, santé, justice, police, gendarmerie

- Le guide de référence des normes et standards de prise en charge des femmes et enfants victimes de violence à l'usage des professionnels du ministère de la justice, de la police, de la gendarmerie royale a été publié et présenté par le ministre de la justice lors d'une journée nationale de présentation. Le guide est largement diffusé auprès des différents intervenants dans le circuit de prise en charge des femmes et enfants.
- Le rapport du programme d'action de convergence territoriale pour la protection des enfants a été finalisé
- Appui au processus d'évaluation et de consolidation des unités de protection de l'enfance, le rapport en cours de validation a permis de proposer un cahier de charge pour consolidation des UPE et un plan de développement de ses performances
- L'évaluation des UPE finalisé a permis de développer un cahier de charge comprenant 30 propositions opérationnelles de nature à améliorer la gouvernance globale du dispositif, Le positionnement et le fonctionnement de l'UPE, Le circuit de détection et de prise en charge, la coordination entre les intervenants, et l'évaluation et le contrôle de l'UPE.
- Un kit de formation destiné aux prestataires de services impliqués dans la chaîne de prise en charge des FEVV a été diffusé lors de 6 ateliers de formations aux formateurs sur les violences fondées sur le genre et les risques liés au VIH/SIDA menés dans les régions Tamkine. (Marrakech, Tanger, Oujda, Agadir, Beni-Mellal, Fès).

Produit 8: Contribuer à l'amélioration de l'accès des femmes et des filles victimes de violence, y compris migrantes et/ou réfugiées, à des services de qualité en matière d'autonomisation économique, sociale et politique

-L'appui à l'élaboration et au développement des plans de communication de 2 espaces multifonctionnels s'est concrétisé par l'organisation de formations pour l'élaboration des plans de communication (externe et interne). Les centres multifonctionnels sont à présent dans le processus de mise en œuvre des plans de communication établis. Grâce à une communication externe adéquate mettant en avant les services d'autonomisations, les femmes victimes de violence sont mieux à même d'accéder à ces services.

•Des formations de formateurs ont été réalisées par Ministère de la Santé dans 6 régions prévues par le programme (Fès, Agadir, Tanger, Marrakech, Oujda, Béni-Mellal) sur l'intégration de la composante prévention VIH et renforcement des habilités de négociation des femmes et des filles en matière de prévention du VIH/SIDA au sein des espaces féminins (secteurs et ONG). Les animatrices des centres féminins impliquées dans la prise en charge de FEVV ont amélioré leur connaissance conceptuelle et pratique en terme de violence fondée sur le genre et ses conséquences sur la santé reproductive, notamment en matière d'IST/SIDA et sont habilités à transmettre à la population cible des messages éducatifs dans ces domaines et à les orienter dans les systèmes de prise en charge médicale.

- les ateliers de formation au profit des représentant(e) s des ONGs locales et des agents de développement sont déjà réalisés. Les réunions de sensibilisation sur la conduite des petite projets générateurs de revenus déjà installés et la communication du groupe sont déjà réalisées, celles relatives aux DHFF, au genre/Développement et au Marketing-Commercialisation sont en cours de réalisation•Accompagnement des Dar Al Oumouma au niveau régional dans le cadre du développement d'un nouveau cahier de charges : Il s'agit d'un premier niveau de formation pour permettre aux gestionnaires des DAO d'acquérir les compétences de base, avant passer au deuxième niveau en relation avec l'habilitation des filles et des femmes rurales

Produit 9 : Renforcer les actions de sensibilisation, d'éducation et de formation en faveur d'une culture respectueuses des DHFF surtout au niveau local

La 8ème CNLCVFG, organisée par le MDSFS, a connu une organisation régionale sans précédent : plus de 14 actions de sensibilisation organisés par la société civile dans les régions, avec l'appui du MDSFS, avec des approches innovantes (actions dans un terrain de football, concours de caricature, etc). A noter que la campagne de cette année a eu pour objectif et thème l'implication des hommes dans la LCVFG. Dans ce cadre, un spot TV a été produit et diffusé sur 2 chaînes TV nationales, en plus de la chaîne de télévision Medi1 Tv satellitaire.

A l'occasion du lancement de la 8ème CNSCVFG, une capsule radio a été réalisée en collaboration avec le MDSFS dans deux langues (arabe et amazigh), et ce, dans le but de

contribuer à lancer un débat sociétal sur le respect des droits humains des femmes, de mobiliser les hommes dans la lutte contre les violences faites aux femmes et d'engager une prise de conscience de l'ampleur du phénomène et de ses effets. la capsule en arabe a été diffusée sur les ondes de Hit Radio, à raison de 4-5 diffusions par jour, du 3 décembre 2010 au 7 janvier 2011, les deux versions de cette capsule (arabe et amazigh) ont également été diffusées sur les ondes de MFM Saïss et MFM Atlas du 6 au 12 décembre 2010.

Toujours dans le cadre de la communication et la sensibilisation, les ONGs et les radios locales ont produit des émissions radios sur la lutte contre les violences, à Fès et Marrakech, avec diffusion de ces émissions sur les ondes de MFM Saïss et Atlas (jusqu'à fin 2010). A noter que chaque association a travaillé sur un dossier de plaidoyer en particulier, qui a fait l'objet d'une émission.

Des kits de formation sur la VFG et les risques VIH/SIDA au profit des éducateurs et animateurs pairs ont été diffusés lors des ateliers de formations de formateurs ont été réalisées au niveau des AREF de 5 régions (Marrakech, Béni-Mellal, Tétouan, Fès, Oujda). 105 Animateurs et éducateurs pairs sélectionnés ont amélioré leur connaissances relatives aux violences fondées sur le genre et les risques d'infection à VIH et sur les techniques de communication, d'animation et sur les bonnes pratiques en matière de gestion de situations génératrices de risques. Les personnes formées sont habilitées à former d'autres animateurs et éducateurs concernant ces domaines et sont aptes à sensibiliser et orienter les jeunes en matière de VFG et en gestion des risques liés IST/SIDA.

En plus, les actions suivantes ont été réalisées : production du guide du directeur de l'établissement scolaire produit, élaboration du module d'intégration des dimensions genre et droits humains dans les modules de la pédagogie d'intégration, et organisation d'une campagne nationale de communication sur la lutte contre le travail domestique des petites filles

Measures taken for the sustainability of the joint programme

Le programme s'est attaché à réunir les conditions de pérennisation des effets. Ainsi, les visions et les actions des partenaires nationaux sont en cohérence avec le programme étant donné que le programme a fait l'objet, lors de sa conception, d'un processus participatif à travers des réunions de consultation entre les agences du SNU au Maroc, la Coopération Espagnole et un nombre élevé de Partenaires Nationaux

Au niveau régional et national, le programme bénéficie de l'appui d'institutions nationales et régionales. Les entités institutionnelles sont en effet parties prenantes du programme notamment aux niveaux régional et national et se sont pleinement appropriés les actions du MDG genre en les intégrant dans leurs plans d'actions pluriannuels.

D'autre part, un grand nombre d'ONG de promotion et de défense des droits des femmes, des ONG de développement local, et d'autres intervenants de la société civile sont concernés et impliqués dans les activités du programme, dont plus de 40 au niveau régional et 20 au niveau national.

Par conséquent, il bénéficie sur le plan national et régional de l'appui des institutions gouvernementales et de la société civile, ce qui contribue fortement à la pérennisation des effets du programme TAMKINE.

Des capacités opérationnelles ont été créées et renforcées chez les partenaires nationaux comme l'instauration des CSPs qui n'étaient pas initialement prévus dans les directives du F-OMD mais qui se sont révélés des outils d'appropriation nationale utiles et assurant la pérennité du programme. Le processus d'Action Learning a également renforcé les capacités des équipes des pays du SNU et des partenaires nationaux en termes de coordination genre et de programmation conjoint dans le but d'une mise en œuvre plus efficace du programme.

Enfin, les systèmes de collectes d'informations ont été institutionnalisés comme l'enquête nationale sur la prévalence de la VFG réalisée par le Haut Commissariat au Plan et qui constituera désormais un rendez-vous régulier dans l'élaboration de données sur le phénomène. L'harmonisation entre le SIC et le CBMS sera également institutionnalisée au niveau local tout comme les comités genre liés à la nouvelle charte communale. Le renforcement des cellules d'accueil pour les femmes et filles victimes de violence dans les tribunaux de 1ère instances, l'institutionnalisation du Rapport genre accompagnent la Loi de finance chaque année sont autant d'actions qui permettront de pérenniser l'action du programme MDG Genre et de prolonger son action après la fin du programme. Les réformes de lois (code pénal, loi contre la violence domestique, loi contre le travail des petites filles) prévues dans le programme garantissent encore plus la durabilité des effets du programme, puisqu'elles constituent des actions structurantes de fond à même

de changer, durablement, la situation initiale dans le pays en matière de LCVFG.

Are there difficulties in the implementation?

Administrative / Financial
Joint Programme design

What are the causes of these difficulties?

External to the Joint Programme

Briefly describe the current difficulties the Joint Programme is facing

Les principales difficultés internes au programme rencontrées durant la période écoulée peuvent être résumées ainsi :

- Difficultés de coordination : le coût en temps et en ressources humaines de la coordination représente une partie importante du cycle de vie du programme;
- Processus de territorialisation du programme dans les 6 régions cibles. Le défi est d'appuyer le développement de cadres d'intervention régionaux en matière de LCVFG, dans un contexte où les initiatives de programmation locale sont insuffisamment développées.
- Appui/accompagnement technique de proximité insuffisant pour la mise en œuvre/suivi du programme (niveau national et territorial)

Briefly describe the current external difficulties that delay implementation

Les principales difficultés externes rencontrées pendant la période écoulée concernent le développement récent, ou le changement, de certaines priorités nationales et le lancement de nouvelles stratégies tels que le Plan Maroc Vert du Ministère de l'Agriculture, le Plan Urgence du MEN, et le démarrage du processus d'élaboration de la régionalisation. Ces chantiers ont engendré des retards ou nécessité un effort d'adaptation du programme, toujours en cours, pour mieux l'inscrire et l'intégrer dans lesdites réformes.

Par ailleurs, les ressources humaines et les capacités institutionnelles et de la société civile demeurent insuffisantes pour assurer le suivi des activités. En plus, l'expertise nationale est insuffisante pour certaines activités de recherche et d'étude.

Explain the actions that are or will be taken to eliminate or mitigate the difficulties

Durant la période écoulée, des ajustements et mesures de gestion des difficultés ont été adoptées ; à titre d'exemple, on peut citer :

- Des révisions budgétaires et programmatiques ont été proposées, selon une approche concertée, pour atténuer les contraintes et les défis de mise en œuvre liées aux changements ou émergence de nouvelles priorités nationales, améliorer la coordination, éviter la répétition d'actions et renforcer la cohérence des différentes interventions.
- Une séance de travail sur le processus de la territorialisation a été programmée pendant le CGP du 29-30 Mars 2010 en vue de dégager des propositions pour renforcer la territorialisation du programme, notamment en sensibilisant les partenaires sectoriels sur l'importance des liens entre les niveaux centraux et locaux de mise en œuvre de politiques, plans et programmes.
- Une évaluation de la coordination dans le cadre d'Action Learning a été réalisée : Action Learning a permis d'analyser les points forts et les points faibles de la coordination à travers les outils d'observation des CSPs et le questionnaire d'évaluation. L'expérience Action Learning a été documentée et les leçons apprises et bonnes pratiques ont été cités dans le rapport d'Action Learning (Rapport en pièce jointe)
- L'évaluation à mi-parcours du programme a permis de ressortir des pistes d'amélioration du programme. Un plan d'amélioration avec des actions concrètes a été validé et la mise en œuvre des actions est en cours.

2 Inter-Agency Coordination and Delivering as One

Is the joint programme still in line with the UNDAF?

Yes true
No false

If not, does the joint programme fit the national strategies?

Yes true
No false

What types of coordination mechanisms

Dans le cadre du Programme Tamkine de « Lutte contre les Violences fondées sur le Genre par l'autonomisation des femmes et des filles au Maroc », plusieurs mécanismes ont été mis en place afin d'assurer une prise de décision et une mise en œuvre conjointe du programme. La première instance de coordination est le Comité National de Coordination, formé par : le Ministère des Affaires Etrangères et la Coopération (co-président), l'Agence Espagnole de Coopération Internationale et de développement (AECID) et le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Maroc (co-Président). Le Fond de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM) et le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité (MDSFS), en tant que chefs de file, y participent régulièrement afin de prendre part aux décisions stratégiques qui affectent le programme.

Deuxièmement, le Comité de Gestion du Programme (CGP), intégrant tous les partenaires du programme (institutions Nationales agences des Nations Unies, AECID), est le mécanisme chargé d'assurer la coordination opérationnelle et de faire le suivi de la mise en œuvre du programme. Facilitant la prise de décision conjointe, le CGP a le pouvoir et la responsabilité de proposer des réajustements au programme lorsque c'est nécessaire et de les soumettre pour validation au CNC.

Un mécanisme innovateur de coordination (les comités de suivi de produits) a été mis en place, et ce afin d'assurer une exécution efficace et coordonnée des activités relatives à chaque produits entre les différents partenaires. Les Comités de Suivi de Produit (CSP), sont coordonnés par un partenaire national chef de file pour chaque produit. A noter que les Produits 7 et 8 sont regroupés en un seul comité de suivi, eu égard à l'étroite interaction entre les actions de ces 2 produits. Tous les partenaires du programme participent aux réunions des CSP afin de faciliter l'échange d'informations et assurer la cohérence et la convergence avec les autres actions menées notamment dans le cadre du programme ainsi que d'autres programmes existants. Parallèlement pour le produit 2 relatif à la réalisation d'études, un comité technique a été mis en place. Il regroupe des institutions nationales, les agences participantes impliquées dans le produit 2 et des ONG concernées par les thèmes des enquêtes et études programmées. Ce comité technique a un rôle d'appui technique pour la réalisation des enquêtes depuis l'élaboration des TDR et la méthodologie jusqu'à la publication des résultats.

Suivant les recommandations du Secrétariat et des guidelines pour la mise en œuvre des programmes conjoints, l'UNIFEM est agence leader et a la responsabilité d'assurer la coordination inter-agences, le bon déroulement du programme, ainsi que la bonne qualité du système de suivi et d'évaluation du programme. Du côté des partenaires nationaux, le MDSFS est l'institution nationale pour les droits des femmes qui assure la coordination et la mise en œuvre du programme. Ce partenaire national, joue un rôle leader important d'orientation et de facilitation de la prise de décision auprès des partenaires nationaux.

Afin de renforcer le rôle de coordonateur national du programme du MDSFS, une Unité de Gestion du Programme (UGP) a été mise en place. Cette unité est basée au sein du MDSFS et a pour mission d'appuyer la bonne gestion et la coordination du programme et de faciliter le reporting exigé par les procédures du fonds OMD.

Par ailleurs, et afin de faciliter au Coordonnateur Résident la coordination du CNC et la relation au Secrétariat du Fonds OMD à NY, un poste de liaison entre les équipes des programmes OMD, le CNC et le Secrétariat du Fonds OMD a été créé auprès du Coordonnateur Résident et apporte un soutien fort utile d'appui à ce niveau de coordination.

Afin de renforcer la synergie entre les Agences du SNU, un comité de coordination inter-agences participantes s'est constitué au sein du Groupe Thématique Genre et vise à renforcer la coordination inter-agence pour une plus grande synergie et cohérence de leur appui au programme conjoint.

Les responsabilités de toutes ces instances de coordination et leurs rôle respectifs, sont clarifiés dans un Manuel de procédures, élaboré au début du programme afin de faciliter la mise en œuvre du programme et la coordination des 13 institutions gouvernementales nationales, 8 agences des Nations Unies, et d'un nombre très important de représentants de la société civile dans leur effort de lutte contre les VFG.

La coordination entre les deux programmes OMD, Genre et Culture, au Maroc se fait au niveau du Comité National de Coordination à travers le partage d'expériences et de leçons apprises. De même, le statut de Pays Pilote, avec le processus de définition des stratégies de suivi et d'évaluation ainsi que celles de communication et de plaidoyer, a facilité la création d'un espace de dialogue des équipes des deux programmes OMD, pour la discussion, la négociation et l'identification d'intérêts communs dans le parcours à suivre pour l'accomplissement des OMD au Maroc.

Please provide the values for each category of the indicator table below

Indicators	Base line	Current Value	Means of verification	Collection methods
Number of managerial practices (financial, procurement, etc) implemented jointly by the UN implementing agencies for MDF-F JPs	0	5	Rapports périodiques et d'évaluation Rapports financiers. Comptes rendu des réunions.	Matrice des données de mesure du rendement ; Matrice de suivi des risques ; Audits ; Evaluations. Périodicité 2008 ; 2009 ; 2010.

Number of joint analytical work (studies, diagnostic) undertaken jointly by UN 0 4
implementing agencies for MDG-F JPs

Rapports trimestriels.
Rapport semestriel.
Rapport annuel.
Comptes rendu
Rapports des missions
Etude sur l'état de lieux des chaînes de prise en charge
et des mécanismes de coordination
Etude sur le rapprochement des systèmes d'information
SIC/CBMS

Matrice des données de
mesure du rendement ;
Matrice de suivi des risques ;

Audits ;
Evaluations.

Périodicité
2008 ;
2009 ;
2010.

Number of joint missions undertaken jointly by UN implementing agencies for
MDG-F JPs

Rapports trimestriels.
Rapport semestriel.
Rapport annuel.
Comptes rendu
Dossiers et rapports des missions

mesure du rendement ;
Matrice de suivi des risques ;

Audits ;
Evaluations.
Périodicité
2008 ;
2009 ;
2010.

3 Development Effectiveness: Paris Declaration and Accra Agenda for Action

Are Government and other national implementation partners involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?

Not Involved false
Slightly involved false
Fairly involved false
Fully involved true

In what kind of decisions and activities is the government involved?

Policy/decision making
Management: budget
Management: procurement
Management: service provision

Who leads and/or chair the PMC?

Le CGP est conjointement présidé par l'agence cheffe de file UNWOMEN et le partenaire national chef de file le MDSFS.

Number of meetings with PMC chair

6 réunions à ce jour.

Is civil society involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?

Not involved false
Slightly involved false
Fairly involved false
Fully involved true

In what kind of decisions and activities is the civil society involved?

Policy/decision making
Management: budget
Management: procurement
Management: service provision

Are the citizens involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?

Not involved false
Slightly involved false
Fairly involved true
Fully involved false

In what kind of decisions and activities are the citizens involved?

Policy/decision making

Where is the joint programme management unit seated?

National Government

Current situation

Le programme conjoint, aligné sur les priorités nationales en matière de lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles, facilite aux partenaires nationaux les ressources nécessaires pour la mise en œuvre des plans d'action dans ce domaine (Code pénal, SNLCVFF, Lutte contre le Travail Domestique des Petites Filles, Prise en charges des FFVV...).

•Le programme constitue une expérience pilote de programmation conjointe qui renforce les pratiques de la bonne gouvernance. Ainsi, une plateforme de 13 entités nationales et ONG coordonnant leurs actions en matière de LCVFG est une première expérience de ce niveau de coordination institutionnelle dans la mise en œuvre d'un programme au Maroc dans le domaine du genre.

•La participation active et l'implication des institutions nationales dans les différents comités de coordination et de suivi des programmes démontrent l'engagement et l'appropriation nationale. Par exemple, les Comités de suivi des Produits (CSP) sont convoqués et animés par les Ministères.

- La coordination du Programme par le MDSFS doit également être mise en relief. En effet, grâce au PC et au nombre important de partenaires nationaux, le MDSFS renforce son mandat de mécanisme national pour les droits des femmes.
- Enfin, PC Tamkine implique fortement les ONG tant au niveau de la mise en œuvre d'activités (Collectif Printemps de la Dignité (coalition d'ONG pour le plaidoyer pour la refonte du Code pénal) Collectif d'ONG pour la BSG, etc) que du dialogue au sein des différentes instances de coordination (CSP/ CGP/ Comités techniques).

4 Communication and Advocacy

Has the JP articulated an advocacy & communication strategy that helps advance its policy objectives and development outcomes?

Yes true
No false

Please provide a brief explanation of the objectives, key elements and target audience of this strategy

La communication et le plaidoyer autour du PC Tamkine et des OMD sont réalisés/prévus à travers trois niveaux d'action.

D'une part, et dans le cadre des résultats attendus par le PC, des actions en matière de communication et sensibilisation sont prévues dans le cadre du produit 9 pour sensibiliser sur la LCVFF. Ces actions sont adressées principalement à la société civile, aux femmes et aux filles, mais également aux services publics au niveau central, régional et local.

D'autre part, une stratégie de communication sur le Programme Tamkine est mise en œuvre afin de diffuser auprès du grand public les objectifs et réalisations du programme en tant qu'initiative conjointe nationale de LCVFF.

Parallèlement, et dans le cadre du statut Focus Country du Maroc, des actions ont été identifiées pour informer sur les OMD et communiquer autour de la contribution des programmes conjoints à leur réalisation au Maroc. Ces actions ont été développées conjointement avec le Programme MDG Culture, et en concertation avec le groupe de communication du SNU au Maroc. Le but principal de cette stratégie est de créer un espace de rencontre et de dialogue entre la société civile, les médias, les instances politiques et le SNU autour des OMD pour en faire le plaidoyer et faciliter leur réalisation au Maroc.

What concrete gains are the advocacy and communication efforts outlined in the JP and/or national strategy contributing towards achieving?

Increased awareness on MDG related issues amongst citizens and governments

Une stratégie de communication sur le Programme Tamkine a été élaborée et mise en œuvre dans les 6 régions du programme afin de diffuser auprès de la population en général les objectifs et réalisations du programme en tant qu'initiative conjointe nationale de LCVFF.

Le renforcement des capacités des médias et d'ONG de Fès et Marrakech pour la réalisation et la diffusion de capsules et d'émissions radios portant sur la lutte contre les violences basées sur le genre a été effectué. Ainsi, un grand nombre de capsules et d'émissions radios élaborées par les ONG et les médias de ces deux régions, ont été diffusées pendant la période écoulée sur les ondes des radios régionales.

Une capsule radio dans deux langues (arabe et amazigh) a aussi été réalisée, dans le but de contribuer à lancer un débat sociétal sur le respect des droits humains des femmes, de mobiliser les hommes dans la lutte contre les violences faites aux femmes et d'engager une prise de conscience de l'ampleur du phénomène et de ses effets.

A l'occasion du lancement de la 8ème campagne nationale de sensibilisation contre la violence fondée sur le genre CNSCVFG, la capsule en arabe a été diffusée sur les ondes d'une radio nationale pendant plus d'un mois, les deux versions de cette capsule (arabe et amazigh) sur les ondes de radios locales pendant une semaine et le spot tv réalisé à l'occasion de la 8ème CNSCVFG a été diffusé sur une chaîne de télévision nationale pour une durée de deux semaines.

Increased dialogue among citizens, civil society, local national government in relation to development policy and practice

Une stratégie de communication sur le Programme Tamkine a été élaborée et mise en œuvre dans les 6 régions du programme afin de diffuser auprès de la population en général les objectifs et réalisations du programme en tant qu'initiative conjointe nationale de LCVFG.

Le renforcement des capacités des médias et d'ONG de Fès et Marrakech pour la réalisation et la diffusion de capsules et d'émissions radios portant sur la lutte contre les violences basées sur le genre a été effectué. Ainsi, un grand nombre de capsules et d'émissions radios élaborées par les ONG et les médias de ces deux régions, ont été diffusées pendant la période écoulée sur les ondes des radios régionales.

Une capsule radio dans deux langues (arabe et amazigh) a aussi été réalisée, dans le but de contribuer à lancer un débat sociétal sur le respect des droits humains des femmes, de mobiliser les hommes dans la lutte contre les violences faites aux femmes et d'engager une prise de conscience de l'ampleur du phénomène et de ses effets.

A l'occasion du lancement de la 8ème campagne nationale de sensibilisation contre la violence fondée sur le genre CNSCVFG, la capsule en arabe a été diffusée sur les ondes d'une radio nationale pendant plus d'un mois, les deux versions de cette capsule (arabe et amazigh) sur les ondes de radios locales pendant une semaine et le spot tv réalisé à l'occasion de la 8ème CNSCVFG a été diffusé sur une chaîne de télévision nationale pour une durée de deux semaines.

Establishment and/or liaison with social networks to advance MDGs and related goals

Une stratégie de communication sur le Programme Tamkine a été élaborée et mise en œuvre dans les 6 régions du programme afin de diffuser auprès de la population en général les objectifs et réalisations du programme en tant qu'initiative conjointe nationale de LCVFG.

Le renforcement des capacités des médias et d'ONG de Fès et Marrakech pour la réalisation et la diffusion de capsules et d'émissions radios portant sur la lutte contre les violences basées sur le genre a été effectué. Ainsi, un grand nombre de capsules et d'émissions radios élaborées par les ONG et les médias de ces deux régions, ont été diffusées pendant la période écoulée sur les ondes des radios régionales.

Une capsule radio dans deux langues (arabe et amazigh) a aussi été réalisée, dans le but de contribuer à lancer un débat sociétal sur le respect des droits humains des femmes, de mobiliser les hommes dans la lutte contre les violences faites aux femmes et d'engager une prise de conscience de l'ampleur du phénomène et de ses effets.

A l'occasion du lancement de la 8ème campagne nationale de sensibilisation contre la violence fondée sur le genre CNSCVFG, la capsule en arabe a été diffusée sur les ondes d'une radio nationale pendant plus d'un mois, les deux versions de cette capsule (arabe et amazigh) sur les ondes de radios locales pendant une semaine et le spot tv réalisé à l'occasion de la 8ème CNSCVFG a été diffusé sur une chaîne de télévision nationale pour une durée de deux semaines.

Key moments/events of social mobilization that highlight issues

Une stratégie de communication sur le Programme Tamkine a été élaborée et mise en œuvre dans les 6 régions du programme afin de diffuser auprès de la population en général les objectifs et réalisations du programme en tant qu'initiative conjointe nationale de LCVFG.

Le renforcement des capacités des médias et d'ONG de Fès et Marrakech pour la réalisation et la diffusion de capsules et d'émissions radios portant sur la lutte contre les violences basées sur le genre a été effectué. Ainsi, un grand nombre de capsules et d'émissions radios élaborées par les ONG et les médias de ces deux régions, ont été diffusées pendant la période écoulée sur les ondes des radios régionales.

Une capsule radio dans deux langues (arabe et amazigh) a aussi été réalisée, dans le but de contribuer à lancer un débat sociétal sur le respect des droits humains des femmes, de mobiliser les hommes dans la lutte contre les violences faites aux femmes et d'engager une prise de conscience de l'ampleur du phénomène et de ses effets.

A l'occasion du lancement de la 8ème campagne nationale de sensibilisation contre la violence fondée sur le genre CNSCVFG, la capsule en arabe a été diffusée sur les ondes d'une radio nationale pendant plus d'un mois, les deux versions de cette capsule (arabe et amazigh) sur les ondes de radios locales pendant une semaine et le spot tv réalisé à l'occasion de la 8ème CNSCVFG a été diffusé sur une chaîne de télévision nationale pour une durée de deux semaines.

Media outreach and advocacy

Une stratégie de communication sur le Programme Tamkine a été élaborée et mise en œuvre dans les 6 régions du programme afin de diffuser auprès de la population en général les objectifs et réalisations du programme en tant qu'initiative conjointe nationale de LCVFG.

Le renforcement des capacités des médias et d'ONG de Fès et Marrakech pour la réalisation et la diffusion de capsules et d'émissions radios portant sur la lutte contre les violences basées sur le genre a été effectué. Ainsi, un grand nombre de capsules et d'émissions radios élaborées par les ONG et les médias de ces deux régions, ont été diffusées pendant la période écoulée sur les ondes des radios régionales.

Une capsule radio dans deux langues (arabe et amazigh) a aussi été réalisée, dans le but de contribuer à lancer un débat sociétal sur le respect des droits humains des femmes, de mobiliser les hommes dans la lutte contre les violences faites aux femmes et d'engager une prise de conscience de l'ampleur du phénomène et de ses effets.

A l'occasion du lancement de la 8ème campagne nationale de sensibilisation contre la violence fondée sur le genre CNSCVFG, la capsule en arabe a été diffusée sur les ondes d'une radio nationale pendant plus d'un mois, les deux versions de cette capsule (arabe et amazigh) sur les ondes de radios locales pendant une semaine et le spot tv réalisé à l'occasion de la 8ème CNSCVFG a été diffusé sur une chaîne de télévision nationale pour une durée de deux semaines.

What is the number and type of partnerships that have been established amongst different sectors of society to promote the achievement of the MDGs and related goals?

Faith-based organizations	1
Social networks/coalitions	3
Local citizen groups	
Private sector	
Academic institutions	2
Media groups and journalist	5
Other	

What outreach activities do the programme implement to ensure that local citizens have adequate access to information on the programme and opportunities to actively participate?

Focus groups discussions

Le programme dispose d'une page web sur le site du MDSFS et d'un bulletin d'information trimestriel, ainsi que d'une charte graphique et une identité institutionnelle.

Household surveys

Le programme dispose d'une page web sur le site du MDSFS et d'un bulletin d'information trimestriel, ainsi que d'une charte graphique et une identité institutionnelle.

Use of local communication mediums such radio, theatre groups, newspapers



Le programme dispose d'une page web sur le site du MDSFS et d'un bulletin d'information trimestriel, ainsi que d'une charte graphique et une identité institutionnelle.

Open forum meetings

Le programme dispose d'une page web sur le site du MDSFS et d'un bulletin d'information trimestriel, ainsi que d'une charte graphique et une identité institutionnelle.

Capacity building/trainings

Le programme dispose d'une page web sur le site du MDSFS et d'un bulletin d'information trimestriel, ainsi que d'une charte graphique et une identité institutionnelle.



Section III: Millenium Development Goals

Millenium Development Goals

Target 3.A: Eliminate gender disparity in primary and secondary education, preferably by 2005, and in all levels of education no later than 2015

JP Outcome

Beneficiaries

JP Indicator

Value

Cible OMD 14 :
Éliminer toutes les dispositions juridiques discriminatoires
et réduire de moitié la violence à l'égard des femmes.

1- Dispositif juridique et mécanisme de coordination institutionnel, intersectoriel et de la société civile en matière de LCVFF et intégration de l'approche genre.

2- Des connaissances, données et savoirs sont produits et utilisés pour la revue des politiques et programmes nationaux et sectoriels préventif et curatif en matière de LCVFF.

3- Système de collecte et d'analyse de données et d'indicateurs de suivi et d'évaluation des politiques/stratégies/programmes de LCVFF et l'autonomisation des femmes et des filles sont opérationnels et utilisés par les différents intervenants.

4- Processus de planification, programmation et budgétisation sensible au genre pour la LCVFF au niveau national est opérationnel.

5- Les acteurs de 6 régions sont dotés d'outils de planification, de programmation et de budgétisation pour l'intégration des DHFF, en particulier de la LCVFF.

6- Les coordinations régionales de la société civile avec les acteurs locaux en matière de LCVFF sont renforcées.

7- Accès amélioré des femmes et des filles victimes de violence, y compris migrantes et/ou réfugiées, à des services de qualité en matière de : centre d'écoute, santé, justice, police, gendarmerie.

1- Nombre de Lois et de textes d'application élaborés en matière de LCVFF en harmonie avec les engagements internationaux NLCVF actualisée
Existence du Cadre juridique et statuts de l'Observatoire

2- Données sensibles au genre sur la violence, le budget-temps et la discrimination salariale disponibles et partagées

3- Nombre de personnes concernées bénéficiaires formées
Applications du SII actualisées
SII implanté au niveau des 05 départements et opérationnels dans les six régions

4- - Nombre d'ateliers organisés en faveur des décideurs publics, des parlementaires et ONG
Nombre de bénéficiaires décideurs publics, parlementaires et ONG
Nombre de lignes budgétaires inscrites réservée à LCVFF
Nombre de programme sectoriels tenant compte de la LCVFF
Nombre ministères concernés intégrant réforme budgétaire axée sur résultats sensibles au genre

5- Respect du planning
Nombre de communes disposant d'un SI genre par région
Nombre de structures ou unités chargées de l'intégration du genre dans la gouvernance locale
Nombre de commune disposant d'un PCD sensible au genre.
Mise en application du décret de l'application (Cible : 2010).
100% des communes rurales juin 2010 et 100% des municipalités urbaines disposant d'un SI gendérisé < 35.000 hab).

Target 1.A: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people whose income is less than one dollar a day

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
Accès amélioré des femmes et des filles, y compris migrantes et/ou réfugiées, à des services de qualité en matière d'autonomisation économique, sociale et politique.		- Nbre d'activités génératrices de revenu fonctionnelles mises en place dans deux régions Nbre d'actions d'appui en termes de sessions de formation, de sensibilisation et de communication réalisées au profit des intervenants des CMF Nbre d'espaces multifonctionnels mis en place ou consolidés (2010) Nbre d'actions réalisées au profit des FFVV, y compris les migrantes et les réfugiées, pour le développement et l'identification des AGR et pour la lutte contre le travail précoce des petites filles (7 en 2010)	

Additional Narrative Comments

Please provide any relevant information and contributions of the programme to de MDGs, whether at national or local level

Le programme TAMKINE regroupe et renforce plusieurs chantiers novateurs, tels que l'enquête nationale sur la prévalence de la VFG, l'enquête sur l'emploi du temps des hommes et des femmes, et la territorialisation des actions de lutte contre les violences à l'égard des femmes à travers l'amélioration de l'accès des femmes et enfants victimes à des services de qualité.

Sur le plan juridique/prévention, il a été procédé à une relecture du code pénal dans le but d'amender les textes discriminatoires. Ce projet vise à mettre en place de nouvelles dispositions incriminant toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Un projet de loi spécifique sur la violence conjugale a été déposé au secrétariat Général du gouvernement et ce, dans la perspective du renforcement de la législation spécifiquement en matière de protection des femmes.

Please provide other comments you would like to communicate to the MDG-F Secretariat

Les deux indicateurs de l'OMD 3 définis par le rapport national du Maroc pour la réalisation des OMD ne sont pas pertinents par rapport aux effets poursuivis par le programme conjoint. En effet, parmi les problèmes identifiés dans l'analyse du contexte lors de l'élaboration du programme conjoint, le déficit de données et d'indicateurs sur la VFG au Maroc, auquel le programme propose de remédier. Aussi, on peut dire qu'il s'agira d'ici la fin du programme de développer des indicateurs et les sources et données nécessaires pour suivre et évaluer l'atteinte de l'OMD 3 au Maroc en matière d'opérationnalisation de la LCVFG et de protection des femmes des violences.

Par ailleurs, dans la programmation, seul le résultat 8 s'inscrit dans l'atteinte de l'Objectif 1 des OMD. Or, suite à une année et demi de mise en œuvre, et eu égard à la nature



des activités, et aux fonds très limités qui leur sont dédiés ainsi qu'à la durée limitée du programme, il n'est pas possible de contribuer effectivement à l'atteinte de l'OMD 1.

Section IV: General Thematic Indicators

1 Mainstreaming gender in policy making and improving the legal system to recognize and guarantee the rights of women

1.1 Number of laws, policies or plans supported by the programme that explicitly address gender based discrimination and promote gender equality and women's empowerment.

Policies

No. National 1
No. Local

Laws

No. National 3
No. Local

Plans

No. National 2
No. Local L'ensemble des plans de développement communaux sont en phase de gendérisation

1.2 Are they in line with international commitments adopted by the country (particularly CEDAW)? Please, specify:

Please briefly provide some contextual information on the law, policy or plan and the country/municipality where is going to be implemented (base line, stage of development and approval, potential impact of the policy)

Un projet de loi sur la violence conjugale en voie d'adoption

Un projet de loi spéciale sur le travail domestique (concernant particulièrement le travail des petites filles) en voie d'adoption

Un projet de réforme du code pénal et du code de procédures pour la protection des femmes et des enfants victimes de violence en cours de validation

La SNLCVF en cours d'actualisation

Le PANE en cours de mise en œuvre

1.3 Sector in which the law, policy or plan focuses:

Justice reform
National Development plan / gender equality plan
Gender based violence
Gender responsive budgets

Comments

l'information budgétaire officielle ne permet pas l'accès à l'information relative au budget de l'état alloué aux politiques et interventions liées à l'égalité des sexes (1.4 et 1.5 ci dessous) pour deux raisons essentielles:

1. les systèmes et la nomenclature budgétaire actuelle et ;
2. l'état d'avancement des réformes budgétaires d'une part et la prise en compte des questions d'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes d'autre part.

1.4 Government Budget allocated to gender equality policies or programmes before the implementation of the Joint Programme

National Budget

Total Budget global non disponible

Local Budget

Total budget local non disponible

1.5 % variation in the Government's budget devoted to gender equality policies or programmes from the beginning of the joint programme to present time

National Budget

% Overall données non disponibles

% Triggered by the Joint Programme données non disponibles

Local Budget

% Overall données non disponibles

% Triggered by the Joint Programme données non disponibles

1.6 Number of citizens and/or institutions the law policy or plan directly affect

Citizens population générale du pays
 National Public Institutions 13
 Local Public Institutions L'ensemble des communes, SEE et services décentralisés de l'état
 Private Institutions Secteur formel et informel de l'entreprise

1.7 Number of institutions, civil servants and citizens trained with the support of the Joint Programme to take informed decisions on gender related issues

Public institutions

Total 13

Private Sector Institutions

Total N/A

Civil Servants

Total Over 350

Women

Men

Citizens

Total Over 500

Women

Men

2 Improving participation of women in economic life and public decision making of their community and/or country

Budget

National budget données non disponibles

Total Local budget données non disponibles

Number of women empowered and/or trained with the support of the joint programme who gained access and/or improved their economic rights

No. women données non disponibles

No. urban données non disponibles

% Ethnic group données non disponibles
Specify données non disponibles

Number of women empowered and/or trained with the support of the joint programme who improved their income

Type of improvements generated by the Joint Programme on the beneficiaries' wellbeing through the improvement of economic rights/income generation

Health and/or sexual and reproductive health
Reduce vulnerability

2.1 Number of women empowered and/or trained with the support of the joint programme who gained access and/or improved their economic rights

Women données non disponibles
Urban données non disponibles
Ethnic group données non disponibles
Rural données non disponibles

2.2 Number of women empowered and/or trained with the support of the joint programme who improved their income

Women données non disponibles
Urban données non disponibles
Ethnic Group données non disponibles
Rural données non disponibles

2.3 Type of improvements generated by the Joint Programme on the beneficiaries' wellbeing through the improvement of economic rights/income generation

Health and/or sexual and reproductive health
Reduce vulnerability

Comments

Le programme Tamkine MDG Genre intervient dans un contexte où il n'existe pas de situations de base en VFG, ni d'indicateurs et systèmes d'information en la matière. La valeur ajoutée de Tamkine est, d'ici la fin du programme, d'appuyer le lancement et la mise en place de mécanismes, outils, indicateurs et données de références sur les VFG.

Par conséquent, les informations et indicateurs demandés dans cette section ne sont pas, dans la plupart des cas, disponibles actuellement chez les partenaires nationaux.

2.4 Number of women who, gained access to public decision making with the support of the joint programme

Total number données non disponibles
 Urban données non disponibles
 % Ethnic group données non disponibles
 National données non disponibles
 % Local données non disponibles

3 Decreasing the level of violence against women/girls and improving support provided to victims of violence

3.1 Number of women/girls with access to prevention and protection services (e.g. shelter, medical or legal support, etc), anti-discrimination and/or reproductive health care through the support of the joint programme

Total données non disponibles
 Women données non disponibles
 Girls données non disponibles
 Urban données non disponibles
 Rural/indigenous données non disponibles

3.2 Number of women/girls who have used anti-violence services (e.g. shelter, medical or legal support, etc), anti-discrimination and/or

reproductive health care with the support of the joint programme

Total données non disponibles
Women données non disponibles
Girls données non disponibles
Urban données non disponibles
Rural/Indigenous données non disponibles

3.3 Variation (%) of gender based violence cases reported to the police from the beginning of the Joint Programme to present time

4 Awareness rising on gender equality issues and enabling an environment for women exercising their rights

4.1 Number and type of partners targeted sensitized on gender related issues

Civil servants	350	
Private institutions	N/A	
Community organizations	60	
Religious leaders	20	
Other, specify		

No. National Level
No. Local Level

4.2 Indicate the type of media /awareness raising action used



Newspapers and wirtten media
Radio
Television
Community based activities
Schools
Peer to peer initiatives

CADRE DE SUIVI DU PROGRAMME CONJOINT TAMKINE

Résultats attendus Produits	Indicateurs	Niveau de référence (baseline)	Objectif global du PC (cible)	Réalisation de l'objectif à ce jour	Sources et moyens de vérification	Méthodes de collecte	Responsabilités	Risques et hypothèses
Résultat 1								
Les politiques publiques, les programmes et plan d'action de LCVFF sont renforcés et disposent des ressources financières adéquates.								
Produit 1 : Dispositif juridique et mécanisme de coordination institutionnel, intersectoriel et de la société civile en matière de LCVFF et intégration de l'approche genre.	Indicateurs : 1- Nombre de Lois et de textes d'application élaborés en matière de LCVFF en harmonie avec les engagements internationaux - 2 lois en 2011 :réforme code pénal - loi sur le travail domestique SNLCVF actualisée (cible 2010) Existence du Cadre juridique et statuts de l'Observatoire (cible 2010)	Baseline 2007 : Processus de réformes juridiques sensible au genre et aux DHFF et harmonisation des lois est engagé. Engagement de la société civile pour l'aboutissement des réformes. Besoin d'évaluation et d'actualisation de la SNLCVF. Besoin de consolidation et d'opérationnalisation de l'Observatoire National de LCVFF.	N/A : Le programme a été conçu selon l'approche de gestion axée sur les résultats, et ne dispose donc pas d'objectifs dans son cadre de suivi initial. Le présent cadre de suivi a été révisé et mis à jour pendant le semestre précédent, et les indicateurs ont été affinés.	N/A: Prenant en considération la remarque précédente, cette colonne rapporte, à titre d'exemple, les réalisations de certains indicateurs : - 3 projets de lois en cours	- Rapports périodiques et d'évaluation	Méthodes de collecte - Matrice des données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des risques ; - Audits ; - Evaluations. Périodicité - 2008 ; - 2009 ; - 2010.	MDSFS MJ ONG partenaires du produit	Absence d'instruments de l'institutionnalisation de la LCVFF et l'autonomisation des femmes et des filles (budget, mandat, structures, etc.). Les niveaux variables ou inadaptés des capacités et d'expertises des acteurs en matière de LCVFF et l'autonomisation des femmes et des filles, particulièrement dans les régions.
Produit 2 : Des connaissances, données et savoirs sont produits et utilisés pour la revue des politiques et programmes nationaux et sectoriels préventif et curatif en matière de LCVFF.	Indicateurs : 1- Données sensibles au genre sur la violence, le budget-temps et la discrimination salariale disponibles et partagées	Baseline 2007 : Les connaissances, données et savoirs sur la VFG insuffisantes.	- N/A	Enquête nationale sur la prévalence de la violence à l'égard des femmes réalisée et données disponibles	- Rapports périodiques et d'évaluation	Méthodes de collecte - Matrice des données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des risques ; - Audits ; - Evaluations.	HCP MEFP	L'aspect multisectoriel du travail au niveau régional insuffisamment développé. Les résistances sociales et culturelles en

						<p><u>Périodicité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 2008 ; - 2009 ; - 2010. 		<p>matière d'égalité de genre.</p> <p>Le faible engagement des collectivités locales et les services extérieurs de l'Etat dans la réalisation des résultats du programme.</p> <p>Lenteur dans la mise en œuvre des activités de LCVFF et l'autonomisation des femmes et j fille pourrait entraver la réalisation des résultats attendus.</p> <p>La faible implication des bénéficiaires en raison de l'effet social dont ils peuvent être victimes.</p>
<p>Produit 3 : Système de collecte et d'analyse de données et d'indicateurs de suivi et d'évaluation des politiques/stratégies/programmes de LCVFF et l'autonomisation des femmes</p>	<p>1- Nombre de personnes concernées bénéficiaires formées (Cible 2010) 1- Applications du SII actualisées 2- SII implanté au niveau des 05 départements et opérationnels</p>	<p><u>Baseline 2007 :</u> Données et indicateurs parcellaires sur la VFG et l'autonomisation des femmes et filles.</p>	N/A	<p>1- nombre de bénéficiaires formées 158 personnes 1- SII VFG institutionnel harmonisé et opérationnel au</p>	<p>- Rapports périodiques et d'évaluation</p>	<p><u>Méthodes de collecte</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Matrice de données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des 	<p>MDSFS MJ MS SN GR</p>	

et des filles sont opérationnels.	dans les six régions (Cible 2010)	Absence de plans d'action multisectoriels intégrant la LCVFF dans les 6 régions. -		niveau des départements suivants : MDSFS, MJ (2 cours d'appel et 5 tribunaux de première instance), GR (198 brigades et 24 compagnies), SN (33 cellules et 178 arrondissements), MS (14 UPE)		risques ; - Audits ; - Evaluations. <u>Périodicité</u> - 2008 ; - 2009 ; - 2010.		
Produit 4 : Processus de planification, programmation et budgétisation sensible au genre pour la LCVFF au niveau national est opérationnel.	1- Nombre d'ateliers organisés en faveur des décideurs publics, des parlementaires et ONG (cible : 2010) 2- Nombre de bénéficiaires décideurs publics, parlementaires et ONG (cible : 2010). 3- Nombre de lignes budgétaires inscrites réservée à LCVFF (cible : 2010) 4- Nombre de programme sectoriels tenant compte de la LCVFF (cible : 2010) 5- Nombre ministères concernés intégrant réforme budgétaire axée sur résultats sensibles au genre (cible : 2010)	<u>Baseline 2007 :</u> BSG en cours d'institutionnalisation. Politiques nationales en matière de LCVFF ne disposent pas de ressources suffisantes (humaines, financières et techniques). -	- N/A	- Projet de renforcement des capacités des ONGs, des élus (es) en matière de planification et de budgétisation sensibles au genre est en cours (2 régions) : 30 élus (es), 20 ONGs, 10 services extérieurs	- Rapports périodiques et d'évaluation	<u>Méthodes de collecte</u> - Matrice des données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des risques ; - Audits ; - Evaluations. <u>Périodicité</u> - 2008 ; - 2009 ; - 2010.	MEF ONG partenaires du Produit	
Résultat 2 Les DHFF, en particulier la LCVFF, sont intégrés les politiques et les programmes de gouvernance locale de 6 régions et disposent de ressources adéquates.								
Produit 5 Les acteurs de 6 régions sont dotés d'outils de planification, de programmation et de budgétisation pour l'intégration des DHFF, en particulier de la LCVFF.	1- Respect du planning 2- Nombre de communes disposant d'un SI genre par région 4- Nombre de structures ou unités chargées de l'intégration du genre dans la gouvernance locale 5- Nombre de commune disposant d'un PCD sensible au genre. 1- Mise en application du décret de l'application (Cible : 2010).	<u>Baseline : 2007 :</u> Dispositif CBMS pour le développement d'informations et d'indicateurs de suivi combinant tous les niveaux d'observation	N/A	10 communes rurales (phase test) - Nouvelle charte communale a instauré la commission équité égalité des chances dans les conseils communaux	- Rapports périodiques et d'évaluation	<u>Méthodes de collecte</u> - Matrice des données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des risques ; - Audits ;	DGCL ONG partenaires du produit	

	<p>2- 100% des communes rurales juin 2010 et 100% des municipalités urbaines disposant d'un SI gendérisé < 35.000 hab).</p> <p>3- 100% des communes rurales juin 2010 et 100% des municipalités urbaines possédant un PCD sensible au genre < 35.000 hab)</p>	<p>individuel, ménage et communauté en tant que support à la programmation et l'affectation de ressources pour l'autonomisation des femmes et des filles expérimenté dans deux communes (urbaine et rurale) par le Ministère de l'Economie et des Finances</p> <p>Possibilité d'intégration de l'approche genre dans le Système d'information communale en cours de développement par la DGCL.</p> <p>Possibilité d'amendement de la Charte communale pour y intégrer l'approche genre.</p> <p>- 5 communes ont travaillé sur le budget genre (élus, fonctionnaires et associations)</p>		<p>- Projet de formation et d'appui à la constitution d'un réseau de femmes élues locales, pour la BSGL est en cours (4 régions)</p> <p>Mapping des méthodologies d'appui à l'élaboration des PCD en cours.</p> <p>Mapping accompagné d'analyse d'intégration du genre</p>		<p>- Evaluations.</p> <p><u>Périodicité</u></p> <p>- 2008 ;</p> <p>- 2009 ;</p> <p>- 2010.</p>		
<p>Produit 6</p> <p>Les coordinations régionales de la société civile avec les acteurs locaux en matière de LCVFF sont renforcées.</p>	<p>1- Nombre de régions dotées de mécanismes de coordination institutionnalisés entre les ONG et les SEE</p> <p>2- Nombre d'actions d'appui par région en terme de formation, de sensibilisation et d'échange</p>	<p><u>Baseline 2007 :</u></p> <p>Pratique du dialogue et de la Coordination entre acteurs institutionnels et la société civile</p>	N/A	<p>1- Processus d'institutionnalisati on des MEC achevé</p> <p>2- cible achevée</p>	<p>- Rapports périodiques et d'évaluation</p>	<p><u>Méthodes de collecte</u></p> <p>- Matrice de données de mesure du rendement ;</p> <p>- Matrice de</p>	<p>MDSFS</p> <p>MJ</p> <p>MS</p> <p>GR</p> <p>SN</p> <p>ONG partenaires du produit</p>	

	1- 6 régions en 2011) 2- 3 par région en 2011	dans le domaine de la LCVFF insuffisante et non formalisée. -				suivi des risques ; - Audits ; - Evaluations. <u>Périodicité</u> - 2008 ; - 2009 ; - 2010.		
Résultat 3								
Les femmes et les filles victimes de violences sont prises en charge et réparées des violences subies.								
Produit 7 Accès amélioré des femmes et des filles victimes de violence, y compris migrantes et/ou réfugiées, à des services de qualité en matière de : centre d'écoute, santé, justice, police, gendarmerie.	1- Référentiel des compétences, normes et standards diffusés dans les six régions (cible : 2011) 2- Nombre de régions dotées de chaînes multisectorielles opérationnelles : 6 en 2011	<u>Baseline 2007 :</u> Chaîne de prise en charge des femmes et filles victimes des violences non structurée et non harmonisée. Processus d'élaboration de référentiels de compétences pour une prise en charge des femmes et filles victimes des violences en cours. Capacités inadéquates des intervenants institutionnels et de la société civile en matière de prise en charge des femmes et filles victimes des	N/A	- Le référentiel a été diffusé dans les 6 régions. Cible achevée - La modélisation des chaînes multisectorielles est en cours	- Rapports périodiques et d'évaluation	<u>Méthodes de collecte</u> - Matrice des données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des risques ; - Audits ; - Evaluations. <u>Périodicité</u> - 2008 ; - 2009 ; - 2010.	MDSFS MJ MS ONG partenaires du produit	

		violences. Absence de plans d'action multisectoriels intégrant la LCVFF dans les 6 régions. -						
Résultat 4								
Les femmes et les filles sont actrices du développement et leur pouvoir de négociation est renforcé.								
Produit 8 Accès amélioré des femmes et des filles, y compris migrantes et/ou réfugiées, à des services de qualité en matière d'autonomisation économique, sociale et politique.	1- Nombre d'activités génératrices de revenu fonctionnelles mises en place dans deux régions 2- Nombre d'actions d'appui en termes de sessions de formation, de sensibilisation et de communication réalisées au profit des intervenants des CMF 3- Nombre d'espaces multifonctionnels mis en place ou consolidés (2010) 4- Nombre d'actions réalisées au profit des FFVV, y compris les migrantes et les réfugiées, pour le développement et l'identification des AGR et pour la lutte contre le travail précoce des petites filles : 7 en 2010	<u>Baseline 2007</u> : Espaces insuffisants offrant des prestations inadaptés, notamment en matière de VFG. -	N/A	-12 projets générateurs de revenus en cours dans 2 régions 2- 6 ateliers 3- 3 espaces multifonctionnels consolidés 4- 7 actions	- Rapports périodiques et d'évaluation	<u>Méthodes de collecte</u> - Matrice des données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des risques ; - Audits ; - Evaluations. <u>Périodicité</u> - 2008 ; - 2009 ; - 2010.	MAPM MS FOO MDSFS	
Résultat 5								
Les populations sont respectueuses des DHFF grâce à des activités de sensibilisation, d'éducation et de formation.								
Produit 9 Les populations sont respectueuses des DHFF grâce à des activités de sensibilisation, d'éducation et de formation.	1- Le nombre d'institutions ayant bénéficié d'actions de sensibilisation dans les 6 régions (cible: 2010) 2- Le nombre de population par catégorie et par sexe formés en DHFF dans les 6 régions (cible : 2010)	<u>Baseline 2007</u> : Persistance de la culture stéréotypée des rôles malgré les efforts des différents intervenants. Légitimation sociale de la violence à l'égard des	N/A	1- 5 Ateliers de formations au niveau régional, 14 actions de sensibilisation dans les régions 2- plus de 2000 bénéficiaires directs et indirects	- Rapports périodiques et d'évaluation	<u>Méthodes de collecte</u> - Matrice des données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des risques ; - Audits ; - Evaluations.	MDSFS MEN MC MAIH ONG partenaires du produit	

		femmes et des filles.				<u>Périodicité</u> - 2008 ; - 2009 ; - 2010.		
--	--	-----------------------	--	--	--	---	--	--

Résultat 6 : Les conditions nécessaires à la programmation et la réalisation conjointe d'activités de LCVFF par différents intervenants sont réunies

<p>Produit 10 : Le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité a les capacités institutionnelles et techniques pour la coordination et le suivi / évaluation du présent programme conjoint</p>	<p>D'ici 2008 (premier trimestre) Une unité de gestion opérationnelle</p> <p>D'ici 2010 Nombre d'action de Coordination des activités avec tous les acteurs pertinents réalisés</p> <p>D'ici 2010, degré d'efficacité du système de communication entre les intervenants</p> <p>D'ici 2010 Degré d'utilisation du plan de travail par les intervenants</p> <p>D'ici 2010, Nombre de rapport programmation et des plans de travaux annuels communs au CGP</p> <p>D'ici 2010, Nombre d'actions de suivi des interventions en exécution</p> <p>D'ici 2010, Nombre de rapports élaborés : plan de mise en œuvre, bilans semestriels, bilans annuels</p> <p>D'ici 2010 Réalisation effective des audits</p>	<p>les capacités techniques et institutionnelles du MDSFS pour la coordination et le suivi évaluation du programme conjoint ont besoin d'être renforcées</p>	<p>N/A</p>	<p>- unité de gestion opérationnelle – cible achevée</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 CGPs 4 CNCs - 17 CSPs - 10 rapports trimestriels - 3 rapports semestriels -2 rapports annuels - évaluation à mi parcours 	<p><u>Sources d'information</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités ; - Rapports d'évaluation - Compte rendu - Revue annuelle ; - Système de suivi continu /Monitoring. - Visites de terrain <p><u>Moyens de vérification</u></p> <p>Système de suivi de la mise en œuvre du programme.</p>	<p><u>Méthodes de collecte</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Matrice des données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des risques ; - Audits ; - Evaluations. <p><u>Périodicité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 2008 ; - 2009 ; - 2010.
--	---	--	------------	---	---	---

**Programme Multisectoriel de Lutte Contre les Violences Fondées sur le Genre
par l'Autonomisation des Femmes et des Filles au Maroc (TAMKINE)
Tableau financier du rapport semestriel - Juillet à Décembre 2010**

Produits du Programme	Activités	Année			UN	Partie Responsable	Etat d'avancement estimé de la mise en œuvre			
		A1	A2	A3			National / Local	Montant total prévu pour le PC	Montant affecté total estimé	Montant déboursé total estimé
Produit 1 Dispositif juridique et mécanisme de coordination institutionnel, intersectoriel et de la société civile en matière de LCVFF et intégration de l'approche genre.	1.1. Atelier de présentation et d'information sur la loi spéciale sur le travail domestique.		X		BIT	MEPF	20000	9184	9184	45.92
	1.2. - Elaboration, finalisation et diffusion du projet de loi spécifique contre les violences conjugales (sur la base d'une revue critique du CP et propositions d'amendements garantissant la protection des femmes contre les VBG) (MDSFS). - Etude comparative sur la situation de la femme au Maroc en matière de législation pénale. (Cette étude s'inscrit dans le processus de la réforme du	X	X	X	UNFPA	MDSFS MJ	55000	329847	29,223	53.13
	1.3. Ateliers de concertation pour l'harmonisation de la loi pénale en faveur des enfants avec les normes internationales.			X	UNICEF	MJ	51000	21000	23 500	46.06
	1.4. Atelier, mémorandums et campagnes de communication sur la loi spéciale sur le travail domestique.		X	X	BIT	ONG	30000	30000	22401	74.67
	1.5. Plaidoyer pour une réponse institutionnelle à la VFG : Plaidoyer pour la Réforme du code pénal en vue de l'ajout d'articles coercitifs et la criminalisation des auteurs de violences contre les femmes	X			UNIFEM	ONG	120,000	103,051.65	119,097.64	99.25
	Etude sur les modalités de fonctionnement des Foyers d'accueil pour les femmes victimes de violences	X								
	Analyse de la réponse des politiques publiques sur la question de la violence à l'égard des femmes	X								

**Programme Multisectoriel de Lutte Contre les Violences Fondées sur le Genre
par l'Autonomisation des Femmes et des Filles au Maroc (TAMKINE)
Tableau financier du rapport semestriel - Juillet à Décembre 2010**

1.7. Actualisation du plan opérationnel de la SNLCVF.	X				UNFPA	MDSFS	20000	0	0	0	0
1.8. Ateliers sectoriels.	X				UNFPA	MDSFS	20000	0	0	0	0
1.9 Activités de communication locale		X			UNFPA	MDSFS / ONG	20000	5457	1241		6.205
1.10 Conception/Impression du document de la SNLCVF/PO		X			UNFPA	MDSFS	20000	0	0	0	0
1.11 Renforcement technique et institutionnel de l'Observatoire et reportings annuels : (*En fonction de la validation de la première étape à coordonner entre l'ACDI et le MDSFS.)	X	X	X		UNFPA	MDSFS	40000	0	0	0	0
1.12. Appui à la formation des institutions membres de l'observatoire et communication. (*En fonction de la validation de la première étape à coordonner entre	X	X	X		UNFPA	MDSFS	35000	0	0	0	0
Total 1							431000	498539.65	181146.64		29.57
Produit 2 : des connaissances, des données et savoirs sont produits et utilisés pour la revue des politiques et programmes nationaux et sectoriels préventif et curatif en matière de LCVFF											
2.1 Enquête sur la prévalence de la VFG.	X	X			UNIFEM	HCP	250,000	250,000	250,000		100.00
2.3 Enquête budget temps des hommes et des femmes. Cibles 2008: • Méthodologie et questionnaire pour l'enquête de prévalence élaborés et données récoltées • L'enquête sur le trafic interne des femmes et des filles réalisée • Rapport sur le trafic d'êtres humains international diffusé		X	X		UNIFEM	HCP / MDSFS	580,000	327,142	115,920.70		19.99
2.4. Etude sur le trafic interne des femmes et des filles.	x	x	x		UNICEF	MDSFS	20,000	20000	0	0	0
2.5. Etude sur le trafic d'être humains international: étude et diffusion.	x	x	x		UNICEF	MJ	20,000	20000	5223.14		26.11
2.6 Enquête qualitative sur la discrimination salariale en milieu de travail.	XX	X	X		BIT	MEFP	50000	4457	4457		8.914

**Programme Multisectoriel de Lutte Contre les Violences Fondées sur le Genre
par l'Autonomisation des Femmes et des Filles au Maroc (TAMKINE)
Tableau financier du rapport semestriel - Juillet à Décembre 2010**

	2.7 Etude qualitative complémentaire sur la VGF dans les établissements scolaires et les foyers féminins -Elaboration des TDRs & lancement de l'enquête -Réadaptation des outils		X	X		UNFPA	MEN	95000	19006	25566.00	26.91
	Total 2							1,015,000	640,605	401,167	30.32
Produit 3 : Système de collecte et d'analyse de données et d'indicateurs de suivi et d'évaluation des politiques/stratégies/programmes de LCVFF et l'autonomisation des femmes et des filles sont opérationnels et utilisés par les différents intervenants.	3.1 Mise en place et consolidation du système d'information institutionnel en VFG : -Consolidation et équipement des cellules PEC des 5 secteurs (MDSFS/N°vert/GR, DGSN, MJ, MS)	X	X	X		UNFPA	MDSFS MJ MS	280000	168288	221,060.00	78.95
	3.2 Sensibilisation/plaidoyer auprès des décideurs. -Session de sensibilisation et d'information SI / 5 secteurs	X	X	X		UNFPA	MDSFS MJ MS DGSN/GR	38260	9774	9774	25.55
	3.3 Suivi et Evaluation et reportings : - suivi/supervision et évaluation (MDSFS/MS/MJ) - reportings (rapport global) (MDSFS)	X	X	X		UNFPA	MDSFS/MJ/MS	65000	38087	45001	69.23
	3.4 Recherche action/études pour compléter le SI en VFG	X	X	X		UNFPA	MDSFS	35000	0	11164	31.90
	3.5 Renforcement des capacités (niveau national et local) : collecte, gestion, et utilisation des données : Formation spécifique et générale (utilisateurs et administrateurs des données).	X	X	X		UNFPA	MDSFS (DGSN/GR) MJ MS	71740	5915	45332	63.19
Total 3							490000	222064	332331	53.76	
Produit 4 : Processus de planification, programmation et budgétisation sensible au genre pour la LCVFF au niveau national est opérationnel.	4.1 Intégration de la réforme budgétaire axée sur les résultats et sensibles au genre au niveau des départements ministériels concernés par la LCVFF	x	x	x		UNIFEM	MEF	181,000.00	0.00	0.00	0.00
	4.2 Renforcement des capacités institutionnelles en matière de suivi/évaluation de la programmation et la Budgétisation Sensible au Genre pour la LCVFF	x	x	x		UNIFEM	MEF	61,828.44	52,053.44	32,053.44	51.84

**Programme Multisectoriel de Lutte Contre les Violences Fondées sur le Genre
par l'Autonomisation des Femmes et des Filles au Maroc (TAMKINE)
Tableau financier du rapport semestriel - Juillet à Décembre 2010**

	4.3 Renforcement des capacités des ONG en matière de BSG pour la LCVFF.	x	x	x	UNIFEM	ONG	122,647.35	108,921.00	94,547.35	77.09
	4.4 - Renforcement des capacités des parlementaires en matière de BSG pour la LCVFF. - Plaidoyer pour la prise en compte de la LCVF dans la réforme budgétaire axée sur les résultats et sensible au	x	x	x	UNIFEM	MEF ONG	21,892.05	1,892.05	1,892.05	8.64
	Total 4						387367.84	162866.49	128492.84	34.39
Produit 5 : Les acteurs de 6 régions sont dotés d'outils de planification, de programmation et de budgétisation pour l'intégration des DHFF, en particulier de la LCVFF.	5.1. Evaluation du CBMS et du Système d'information Communal		x		UNIFEM	DGCL	131,633.31	88,059.07	88,633.31	67.33
	5.2. Développement du système d'information communal qui prenne en compte les recommandations de l'évaluation.		x	x	UNICEF	DGCL	46,000	0	0	0
	5.3 Développement d'un système d'information communale qui prenne en compte les recommandations de				UNIFEM	DGCL	40,000	0	0	0
	5.4. Déploiement du Système d'information gendérisé pour le développement d'informations et d'indicateurs de suivi combinant tous les niveaux d'observation individuelle, ménage et communauté en tant que support à la programmation et l'affectation de ressources pour l'autonomisation des femmes et des filles et la LCVFF dans 3 régions du programme.		x	x	UNICEF	DGCL	80,000		42,000.00	52.5

**Programme Multisectoriel de Lutte Contre les Violences Fondées sur le Genre
par l'Autonomisation des Femmes et des Filles au Maroc (TAMKINE)
Tableau financier du rapport semestriel - Juillet à Décembre 2010**

	5.5 Déploiement du Système d'information genérisé pour le développement d'informations et d'indicateurs de suivi combinant tous les niveaux d'observation individuelle, ménage et communauté en tant que support à la programmation et l'affectation de ressources pour l'autonomisation des femmes et les filles.		x	x		UNIFEM	DGCL	110,545.44	98,436.12	72,122.77	65.24
	5.6 Plaidoyer pour la prise en compte du genre dans la Charte Communale					UNIFEM		14694.41	14694.41	14694.41	100
	5.7. ateliers de sensibilisation et formation des élus locaux sur les nouveautés de la charte communale.		x	x		UNIFEM	ONG/DGCL	35,305.60	34,011.98	27,209.58	77.07
	5.8 Formation des acteurs dans les communes sélectionnées des 6 régions du PC aux outils de planification de programmation et de budgétisation intégrant les DHFF et la LCVFF		x	x		UNIFEM	DGCL	177,555.00	176,943.00	35,389.00	19.93
	5.9. Formation des acteurs dans les communes sélectionnées des 6 régions du PC aux outils de planification, de programmation et de budgétisation intégrant les DHFF et la LCVFF.		x	x		UNICEF	DGCL	159000		117845	74.1163522
	5.10 Renforcement des capacités des planificateurs/gestionnaires et ONG en intégration des outils d'analyse genre et LCVFG dans les plans d'actions régionaux/provinciaux. -formation des ressources humaines et élaboration d'outils.	x	x	x		UNFPA	DGCL	30000	0	0	0
	Total 5							824733.76	412144.58	397894.07	45.62
Produit 6 : Les coordinations régionales de la société civile avec les acteurs locaux en matière de LCVFF sont renforcées.	6.1. Etat des lieux de la coordination et des réseaux existants (constats, lacunes identifiées) avec identification des bonnes pratiques.	x	x			UNFPA	MDSFS	15000	14773	14773	98.49
	6.2 Appui et développement des mécanismes de coordination (entre les associations d'une part et entre les associations et les acteurs institutionnels) et des réseaux régionaux et locaux (protocoles, systèmes standardisés de communication : - Mise en place des mécanismes	x	x	x		UNFPA	MJ (en collaboration avec le MDSFS)	60000	14386	14386	23.98

**Programme Multisectoriel de Lutte Contre les Violences Fondées sur le Genre
par l'Autonomisation des Femmes et des Filles au Maroc (TAMKINE)
Tableau financier du rapport semestriel - Juillet à Décembre 2010**

	6.3. Sensibilisation, information et plaidoyer	X	X	X	UNFPA	MDSFS/ONG	45000	31,176	31,176	69.28
	6.4 Ateliers de formation au profit des acteurs institutionnels et associatifs des régions	X	X	X	UNFPA	MJ/MS/ONG	55000	18831	18831	34.24
	6.5 Renforcement de la coordination régionale	X	X	X	UNFPA	MJ/MS/ONGS	120000	30108	30108	25.09
	Total 6						295000	109274	109274	50.21
Produit 7 : Accès amélioré des femmes et des filles victimes de violence, y compris migrantes et/ou réfugiées, à des services de qualité en matière de : centre d'écoute, santé, justice, police, gendarmerie	7.1. à 7.4. Etat des lieux (diagnostic de la situation actuelle, identification des intervenants, mandats actuels, contraintes).				UNICEF	MDSFS	93 000	44 000	17,714	19.04
	7.4 à 7.6. Conception concertée d'un système standardisé prise en charge des FFVV				UNICEF	MDSFS	94 909	65 000	29,000	30.85
	7.7 Etat des lieux	X			UNFPA	MDSFS	15,000	13276	13,276	88.51
	7.8. Atelier de présentation des résultats de l'état des lieux.	X			UNFPA	MDSFS	8000	7263	7263	90.79
	7.9 Consolidation de la PEC standardisé en LCVFG pour les prestataires : santé, justice et centres d'écoute (regroupe 7.9-7.10-7,18)	X	X		UNFPA	MJ / MS /ONGS	116160	121518	121518	104.61
	7.11 Elaboration et mise en oeuvre d'un plan de communication		X	X	UNFPA	MDSFS	30000	19568	45481	151.60
	7.12 Ateliers de concertation et de formulation des plans d'action, multisectoriels régionaux de LCVFF		X	X	UNFPA	MJ	35000	17137	21072.00	60.21
	7.13. Etude et élaboration d'un référentiel des compétences, normes et standards pour les services de la chaîne de prise en charge des enfants victimes maltraitance/ violences selon l'approche DHF				UNICEF	MDSFS	29,000	40 190		138.00
	7.14. Elaboration d'un référentiel pour les prestataires en LCVFG: santé, justice, ONG la chaîne de service de prise en charge des FFVV selon l'approche DHFF.	X		X	UNFPA (activité mise en oeuvre par UNICEF, voir fiche de révisions)	MJ	25000	25696	25696	102.784

**Programme Multisectoriel de Lutte Contre les Violences Fondées sur le Genre
par l'Autonomisation des Femmes et des Filles au Maroc (TAMKINE)
Tableau financier du rapport semestriel - Juillet à Décembre 2010**

	7.15 Elaboration et mise en place d'un plan de formation pour les intervenants de la chaîne de service de prise en charge des enfants victimes de maltraitance/ violence.				UNICEF	MDSFS/MS/MJ	174,000	170 000	184 316	105.00
	7.16 Elaboration d'un plan de formation spécifique au point « VIH Sida », conception des outils et animation des ateliers en direction des intervenants de la chaîne de service. Intégration dans les programmes mis en réseau avec les services de dépistage et de prise en charge au niveau des régions ciblées.				ONUSIDA	MS	75000	45,000.00	44,859.06	59.81
	7.17 Activités d'appui au dispositif de retrait des filles du travail précoce dans 2 régions pilotes.	X	X	X	BIT	MDSFS	250000	212777	212777	85.11
	7.19 Elaboration et mise en œuvre d'un plan de formation et de normes et standards en LCVFG pour les prestataires : santé, justice, centre	X	X		UNFPA	ONG	85000	56586	56,586	66.57
	7.20 Soutien psychosocial individualisé.		X	X	UNHCR	FOO	3800	3800	3800	100.00
	7.22 Cours d'arabe et de français pourront faciliter l'autonomisation /rétablissement après une violence subie en améliorant l'accès aux services de base et à la formation professionnelle.		X		UNHCR	FOO	3000	3000	3000	100.00
	7.25 Suivi des femmes enceintes (avant, pendant et après l'accouchement) et la vaccination des enfants.		X	X	UNHCR	OPALS	2500	2500	2500	100.00
	7.26 Programme de prise en charge médicale.		X	X	UNHCR	Action Urgence	10500	10500	10500	100.00
	7.27 Programme d'information, sensibilisation et prévention de VIH/SIDA et IST.		X	X	UNHCR	OPALS	2606	2606	2606	100.00
	7.28 Assistance juridique au niveau administratif et judiciaire.		X	X	UNHCR	FOO	8775	8775	8775	100.00
	7.29 Formation en matière de protection des femmes réfugiées.									
	Total 7						873,341	550,002	626,423	94.60
Produit 8 Contribuer à l'amélioration de l'accès des femmes et des filles y compris migrantes et/ou réfugiés, à des services de qualité en matière d'autonomisation économique, sociale et politique	8.2 Formation des intervenants des espaces multifonctionnels.		X	X	UNICEF	DGCL/MS	128,000		78,676	61.47
	8.3 Renforcement des capacités institutionnelles et de gestion des espaces multifonctionnels		X	X	UNICEF	DGCL/MS	154,000		86507	56.17
	8.4 Activités d'appui pour la prévention du travail précoce des filles dans 2 régions pilotes.	X	X	X	BIT	SEE	224934	152028	152028	67.59

Programme Multisectoriel de Lutte Contre les Violences Fondées sur le Genre
 par l'Autonomisation des Femmes et des Filles au Maroc (TAMKINE)
 Tableau financier du rapport semestriel - Juillet à Décembre 2010

8.5 Activités de production pour l'autonomisation des femmes et des filles et renforcement du leadership féminin économique, social et politique. (mise en place des sept petits projets générateurs de revenus au profit des femmes et filles en milieu rural)			FAO	MAPM	54,000	48,522	25,522	47.26
					176,900	83,041	68,481	38.71
					10,999	10,000	5,640	51.28
8.6 Renforcer les capacités des ressources humaines des groupements de femmes, des ONG locales et des espaces multifonctionnels à travers l'organisation des Ateliers de formation, des journées de sensibilisation dans les 2 régions et de voyages d'études).			FAO	MAPM	23,865	23,865	12,755	53.45
8.7 Equipements des deux centres multifonctionnels dans les deux régions du projet.			FAO	MAPM	21,000	11,500	7,005	33.36
8.7. bis. Appui au MDSFS à la mise en place de centres multifonctionnels.	X	X	UNFPA	MDSFS	60000	0	0	0.00

**Programme Multisectoriel de Lutte Contre les Violences Fondées sur le Genre
par l'Autonomisation des Femmes et des Filles au Maroc (TAMKINE)
Tableau financier du rapport semestriel - Juillet à Décembre 2010**

<p>8.8. Contribuer à l'amélioration de l'accès des femmes et des filles, y compris migrantes et/ou réfugiées, à des services de qualité en matière d'autonomisation économique, sociale et politique.</p> <p>- Appui à l'élaboration et au développement du plan de communication des espaces multifonctionnels.</p> <p>- Actions d'information, de sensibilisation et de communication au profit des associations de développement local et de droits humains des femmes, sur les approches et les services d'autonomisation des femmes victimes de violence, dans trois régions cibles du programme.</p> <p>- Sessions de formation dans les trois régions sur le développement des activités génératrices de revenus (AGR) au profit des ONG œuvrant en faveur des femmes victimes de violence.</p>	X	X	X	UNESCO	ONG - Centre multifonctionnel d'Oujda - Centre multidisciplinaire pour l'éducation et la formation de Fès	210825	129287	122260	57.99
<p>8.9 Développement et mise en œuvre d'un programme de formation des femmes éducatrices paires en santé, SR, y compris IST SIDA dans les espaces multifonctionnels :</p> <p>Formation des ressources humaines, conception et élaboration d'outils.</p> <p>Activité en coordination avec ONUSIDA.</p>	X	X	X	UNFPA	MS	45000	19074	53,146	118.10
<p>8.10 Intégration de la composante prévention VIH et renforcement des habilités de négociation des femmes et des filles en matière de prévention du VIH/SIDA au sein des espaces féminins (secteurs et ONG) : Formation des ressources humaines, conception et élaboration d'outils.</p> <p>Activité en coordination avec l'UNFPA</p>	X	X	X	ONUSIDA	MS/Comités régionaux intersectoriels pour le SIDA	53,158	26,363	26,222	49.33
<p>8.11 Ateliers d'apprentissage de petits métiers divers, formations visant l'autosuffisance et coopérative</p>	X	X	X	UNHCR	FOO	5800	5800	5800	100.00

**Programme Multisectoriel de Lutte Contre les Violences Fondées sur le Genre
par l'Autonomisation des Femmes et des Filles au Maroc (TAMKINE)
Tableau financier du rapport semestriel - Juillet à Décembre 2010**

	8.12 Etudes sociologiques et économiques relatives aux sources de revenus de femmes réfugiées – Diagnostic de l'impact des programmes d'autosuffisance sur les conditions de vie des réfugiés, avec l'accent mis sur les activités génératrices de revenu.		x	x		UNHCR	AMAPPE	15000	15000	15000	100.00	
	8.13 Activités culturelles, éducatives et récréatives pour réfugiés mineures (sensibilisation dans les écoles publiques, expositions de dessin, ateliers de lecture, écriture etc., séances d'encadrement familial)		x	x		UNHCR	FOO	15706	15706	15706	100.00	
	Total 8							1,199,187	540,186	674,748	62.31	
Produit 9 : Renforcer les actions de sensibilisation, d'éducation et de formation en faveur d'une culture respectueuses des DHFF surtout au niveau local	9.1 Définition et mise en place d'un programme de sensibilisation DHFF/VGF et culture de l'égalité à partir des expériences marocaines dans	X	X			UNIFEM	MDSFS	80000	76,066.12	80,000.00	100	
	9.2 Sensibilisation en DHFF/VFG et culture de l'égalité par le biais de l'éducation par les pairs (établissements scolaires, maisons de jeunes, foyers féminins, Dar Attalibate, centres de sauvegarde, clubs des femmes, clubs de jeunes, EPS). Sensibilisation des personnes ressources et élaboration et diffusion d'outils	X	X	X			UNFPA	MEN/ONG	45000	49290	43458	96.57
	9.3 Appui aux clubs des jeunes et aux activités éducatrices paires dans les collèges, lycées et centres de formation Formation des personnes ressources		X	X			UNFPA	MEN/ONG	45561	26745	43745	96.01
	9.4 Appui à l'intégration dans les modules et curricula régionaux des DHFF pour les formations initiales et continues des enseignant/es. Evaluation des CRL dans 2 régions, Atelier de présentation des résultats Documentation des Best practice Révision des CRL Activité en coordination avec UNICEF	X	X	X			UNFPA	MEN	35000	19006	39006	111.45
	9.5 Intégration des modules et curricula régionaux sur DHFF dans les formations initiales et continues des enseignant (e)s. reliquat A1 26 186.48		x	x			UNICEF	MEN	155 000	70 000	30 000	19.35
	9.6 Action de communication et de sensibilisation ciblant garçons et filles+ reliquat A1 32 847,85		x	x			UNICEF	MEN	148 000	60 000	20 065	0.00

**Programme Multisectoriel de Lutte Contre les Violences Fondées sur le Genre
par l'Autonomisation des Femmes et des Filles au Maroc (TAMKINE)
Tableau financier du rapport semestriel - Juillet à Décembre 2010**

9.7 Education, sensibilisation à l'égalité et la non violence en milieu scolaire. reliquat A1 60 163,12		x	x	UNICEF	MEN	155 000	50 000	20759.84	0.00
9.8 Action de communication et de sensibilisation et d'éducation par les pairs en matière de violence sexuelle et risque VIH-SIDA ciblant garçons et filles dans les six régions.				ONUSIDA	MEN	57,148	34,508	34,367	60.14
9.9 Mise en place d'une stratégie nationale de communication en matière de lutte contre les violences fondées sur le genre	X	X	X	UNESCO	MC	144491	95180	62252	43.08
9.10 Renforcement des capacités des médias et des ONG dans 2 régions et appui aux campagnes de communication. 1. Diffusion des programmes radios sur les VFG à Fès et Marrakech. 2. Renforcement des capacités des médias radios et des ONG dans les nouvelles régions ciblées. 3. Diffusion des programmes radios sur les VFG dans les nouvelles régions ciblées.	X	X	X	UNESCO	MC Association Ennakhil, Twiza, LDDF, Radio Plus Marrakech ET Radio MFM Atlas, Association IPDF, AMPF, El Hadaf, Rdio MFM Sais	224933	129131	123439	54.88
9.11 Sensibilisation et ateliers de formation au profit des morchidates et des imams.	X	X	X	UNFPA	RABITA	65000	47349	60,603.00	93.24
9.12 Production et diffusion du matériel didactique en DHFF/VFG pour les imams et les morchidates.	X	X	X	UNFPA	RABITA	69143	0	0	0.00
9.13 Appui aux campagnes de communication des ONG pour la lutte contre le travail précoce des enfants en particulier des petites filles.				UNICEF	ONG	137 458	79 000	22,470	17.22
9.14 Conception et diffusion d'un guide pour les inspecteurs de travail sur la VFG en milieu de travail			X	BIT	MEFP	65880	0	0	0.00
Total 9						832156	477275.52	530099.9	49.42

**Programme Multisectoriel de Lutte Contre les Violences Fondées sur le Genre
par l'Autonomisation des Femmes et des Filles au Maroc (TAMKINE)
Tableau financier du rapport semestriel - Juillet à Décembre 2010**

Produit 10 : Le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité a les capacités institutionnelles et techniques pour la coordination et le suivi / évaluation du présent programme conjoint	10.2 Elaboration du plan de travail commun Année 2		X			UNIFEM	MDSFS	396,527	243,220.36	292,734.24	73.82
	10.3 Appui aux réunions du comité de pilotage national et au comité de gestion du programme.	X	X	X		UNIFEM	MDSFS				
	10.4 Suivi de la réalisation des différentes activités du PC.	X	X	X		UNIFEM	MDSFS				
	10.5 Préparation du rapport annuel du PC.	X	X	X		UNIFEM	MDSFS				
Total 10								396,527	243,220.36	292,734.24	73.82